

Subject files Regarding Political and Security Matters

Co-operation and Liaison

C/POL/III (1) - Belgium

27/12/1961 - 28/12/1962

2/3

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

Clear  
me

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES 5-0735

BOX 5

FILE 7

ACC. DAG 13 / 11.6.10



13/24

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de se référer à sa note verbale No 1.009, en date du 22 mars 1962, relative à M. Blevy, ressortissant belge détenu par les Nations Unies à Léopoldville.

L'Organisation des Nations Unies tient à faire savoir à l'Ambassade qu'elle n'a aucune objection à ce qu'un représentant diplomatique belge, lors d'une visite qu'il compte faire au camp de détention, se fasse accompagner par le Dr Goreky de Léopoldville, pour que celui-ci fasse subir à M. Blevy un examen médical. La question de la constitution éventuelle d'une Commission médicale en vue d'un examen plus approfondi de l'intéressé devrait être examinée séparément et, s'il y a lieu, en consultation avec le Government central.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'expression de sa haute considération.

Léopoldville, le 23 mars 1962

A l'Ambassade de Belgique  
Léopoldville

ZM/mm





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 1.009

*Belge*  
Léopoldville, le 22 mars 1962.

*handed to me by  
Mr Onckelinx  
11.00 hrs 22 March  
Rm  
24/3*

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

Un des trois ressortissants belges détenus actuellement par les Nations-Unies à Léopoldville, M. Blevy, paraît présenter des signes inquiétants de déséquilibre mental ou nerveux.

L'Ambassade serait reconnaissante à l'Organisation de vouloir bien autoriser un Représentant diplomatique belge à se faire accompagner, lors d'une visite au camp de détention, par le Docteur Goreky, de Léopoldville, qui ferait subir à Blevy un examen rapide et formulerait un avis sur la constitution éventuelle d'une Commission médicale en vue d'un examen plus approfondi de l'intéressé.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building " Royal ",  
Léopoldville.



Léopoldville, le 22 mars 1962.

N° 1.009

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

Un des trois ressortissants belges détenus actuellement par les Nations-Unies à Léopoldville, M.Blevy, paraît présenter des signes inquiétants de déséquilibre mental ou nerveux.

L'Ambassade serait reconnaissante à l'Organisation de vouloir bien autoriser un Représentant diplomatique belge à se faire accompagner, lors d'une visite au camp de détention, par le Docteur Goreky, de Léopoldville, qui ferait subir à Blevy un examen rapide et formulerait un avis sur la constitution éventuelle d'une Commission médicale en vue d'un examen plus approfondi de l'intéressé.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building " Royal ",  
Léopoldville.



13 March

2

To : Lt.Col. N. Borchgrevink, Chief Military Information  
Attention: Major S.H. Hason

From : Z. Marcella *ZH*  
Legal Adviser

Subject: Chalmers - Chamois (confirmation of telephone  
conversation).

This is to authorise you to take all necessary steps with a view to Chalmers' prompt repatriation through the British Embassy - which has been approved by the Prime Minister of the Central Government.

The details concerning Chalmers repatriation will be agreed upon in consultation between the British Consul, your Office and this Office.

cc. Mr. R. Gardiner ✓

ZM/min



RECEIVED

CHUG

1962 13 17:10

RECEIVED TO:

2014 GENEVA 75 13 16572

PRESS

ONUC

LEOPOLDVILLE ;

INFCO 293 PRESS REVIEW STOP LONDON COLON EXPRESS CITES UNIVERSAL  
DECLARATION OF HUMAN RIGHTS AS GROUNDS FOR RELEASING BRITISH  
CITIZEN CHALMERS HELD IN CONGO PARA ROME COLON PROMINENT TREATMENT  
IS GIVEN BY THE WHOLE PRESS TO THE STATE FUNERAL IN PISA FOR THE  
THIRTEEN ITALIAN FLIERS KILLED

P2/25

IN THE NOVEMBER MASSACRE AT KINDU CMA WHICH WAS ATTENDED BY THE  
PRESIDENT OF THE ITALIAN REPUBLIC AND THE HIGHEST GOVERNMENT  
AND MILITARY AUTHORITIES ENBALL

CTM 296



*Remise Ayres  
+ Belge ✓*

L'ONUC présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale No. 796 du 1er mars 1962 concernant le building du Cinquantenaire.

Le 30 décembre 1961, M. Buisseret, gérant de cet immeuble, a envoyé des lettres aux locataires de l'ONUC, leur demandant d'évacuer les lieux le 31 janvier 1962 au plus tard, et déclarant que s'ils ne s'exécutaient pas, ils devaient au propriétaire "une indemnité de 1000 francs belges par jour de retard...."

L'ONUC tient à informer l'ambassade que lesdits occupants ont refusé d'évacuer les 5 appartements en question, non en raison d'une conception erronée selon laquelle leurs privilèges et immunités s'étendent à leurs contrats personnels pour le bail de ces logements, mais plutôt parce qu'ils n'étaient pas convaincus que la demande de vider les lieux ne violait pas la loi congolaise.

Les locataires ONUC ont informé par lettre M. Buisseret qu'ils considéraient sa requête comme nulle et non avenue, étant donné qu'une demande d'indemnité en francs belges est en violation flagrante des lois congolaises relatives aux devises. Depuis cet échange de lettres, tous les occupants de l'ONUC ont dûment payé leur loyer, ce que la

./.

A l'Ambassade de Belgique  
Léopoldville



direction du Cinquantaire a accepté. Les locataires ONUC sont donc fermement convaincus que les demandes d'évacuer les lieux, formulées le 31 décembre 1961, sont maintenant totalement dénuées d'effet juridique. Ils estiment que leurs accords de bail demeurent pleinement en vigueur, et qu'aucune obligation juridique ne les force à évacuer les lieux en ce moment.

Lesdits locataires sont très surpris d'apprendre que les propriétaires de l'immeuble "ont adressé un renou pour ces cinq appartements parce que les occupants de ceux-ci changeaient à tout moment, alors que le contrat, au départ, avait été passé à titre individuel. Les propriétaires craignent de ne plus trouver de responsable juridique le jour où un problème précis se poserait, tel celui de dommages causés à l'appartement".

Outre que le propriétaire exagère manifestement en affirmant que "les occupants ..... changeaient à tout moment", les locataires ont assuré à l'ONUC que ces changements s'étaient produits pendant un certain temps dans chacun des appartements, au su et au vu du propriétaire. Comme la direction n'y a jamais fait d'objection et a continué à accepter les loyers en pleine connaissance de cause, les occupants sont d'avis que, juridiquement, la direction est censée avoir accepté ces changements. Ils soulignent en outre que pour chaque appartement, le propriétaire, en vertu de l'Article 15 du bail, détient une somme importante "en garantie de l'exécution du présent bail", somme qu'il a droit d'utiliser pour la réparation des dégâts causés à l'appartement. A cet égard, l'ONUC fait observer qu'elle est disposée

./.



à accepter en son propre nom tout bail d'appartements que la direction serait prête à lui offrir dans le building du Cinquantenaire.

Les locataires intéressés ont entendu les rumeurs selon lesquelles des particuliers occupant maintenant des appartements dans cet immeuble paient leur loyer en devises autre que les francs congolais. Ils ont donc soulevé la question de savoir s'ils ont été les seuls à faire l'objet d'une demande d'évacuation, étant donné qu'ils paient leur loyer en francs congolais. Pour poser cette question en termes juridiques, ils doutent qu'un propriétaire ait le droit d'évacuer l'occupant d'un appartement, lorsque cette mesure fait partie d'un plan d'ensemble visant à contrevenir aux lois gouvernementales concernant les devises.

L'Ambassade se rend sans doute compte qu'aux termes de l'Accord signé le 27 novembre 1961 entre les Nations Unies et la République du Congo, l'ONUC est tenue de fournir ses bons offices pour aider à régler un différend qui risque d'engager la responsabilité d'un fonctionnaire de l'ONUC dans les questions ne concernant pas ses fonctions officielles. L'ONUC a informé à cet effet l'agent des gérants du Cinquantenaire qui, tout en acceptant de reprendre les discussions avec les fonctionnaires de l'ONUC après avoir reçu des instructions de M. Buisseret à son retour à Léopoldville, n'a pas donné suite à ces intentions.

./.

L'ONUC tient à assurer à l'Ambassade qu'elle se rend pleinement compte des difficultés que celle-ci éprouve pour obtenir des logements convenables pour son personnel et qu'elle est prête à lui offrir toute sa coopération à ce sujet. L'ONUC est convaincue que l'Ambassade, elle aussi, traitera la question dans un esprit de coopération sans réserve et fournira le maximum d'assistance aux occupants des cinq appartements en question.

L'ONUC porte à l'attention de l'Ambassade que le Ministère des Affaires étrangères ne lui a fait parvenir aucune communication qui indiquerait un changement dans l'opinion qu'il a exprimé dans sa note verbale à l'ONUC du 14 février 1962, selon laquelle les locataires de l'ONUC doivent être autorisés à continuer à occuper leurs appartements.

Léopoldville, le 12 mars 1962

cc: M. Ahmed, C.A.O.  
Mr. Taff

GT/mm



Bel

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments à Monsieur le Chargé d'Affaires de Belgique et a l'honneur de lui communiquer le texte de la note suivante qu'il a fait parvenir au Gouverneur du Ruanda-Urundi :

"Le représentant des Nations Unies à Bukavu présente ses compliments au Gouverneur du Ruanda-Urundi et a l'honneur de lui faire part de ce qui suit :

Un contingent malais de l'ONUC doit être rapatrié et sera transporté par route de Bukavu à Kulundu. Pour lui éviter un tronçon de la route qui, en ce moment, est en très mauvais état et particulièrement dangereux pour les véhicules, le représentant prie le Gouverneur du Ruanda-Urundi respectueusement de bien vouloir lui permettre d'emprunter la route qui relie Penzi à Bugarama, dans le Ruanda-Urundi.

Le transport du contingent malais, qui compte un millier d'hommes et leur matériel, prendra à peu près sept jours. Environ quarante véhicules, groupés en convois, feront la navette à cette fin entre Bukavu et Kulundu.

Le représentant des Nations Unies serait très reconnaissant au Gouverneur du Ruanda-Urundi s'il voulait bien donner suite dès que possible à sa demande, car la relève du contingent malais doit s'opérer aujourd'hui même. Salutations ...."

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Chargé d'Affaires de Belgique l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville, le 10 mars 1962.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B  
ELISABETHVILLE  
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

File Note: Copies of this memo  
given to 1) Force Commander  
2) Mr Khiary.  
Reply sent by cable on 12/3/62.  
EV-375.

From José Rolz-Bennett, UN Representative, Elisabethville *Polpermet.*  
To Mr. Robert K.A. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Léopoldville *file*  
Subject Note verbale from Belgian Embassy concerning B.C.K.  
Date 9 March 1962 CONFIDENTIAL  
Ref. NL/10

The present position concerning the three points raised by the representatives of B.C.K. at a brief meeting with Mr. Linnér in Elisabethville is not as indicated in the note verbale from the Belgian Embassy.

While traffic to and from Lobito has not been authorized as yet, B.C.K. was authorized to run two trains per day to and from Elisabethville after the reopening of the Lubumbashi plant, one of which is exclusively destined to minerals and materials required by the plant.

Passes have been given to officials and technical personnel to circulate to and from Elisabethville.

Taking into account the present political and military situation, it would seem more advisable not to allow passenger trains to and from Lobito. I would not advise at this moment to increase the number of trains either.

General Raja concurs in this appreciation. We shall, however, keep the matter under close scrutiny in order to relax limitations gradually and as soon as circumstances permit.

B.C.K. should be urged to build without delay the provisional bridge on the Lubilash river with a view to reestablishing passenger and freight traffic by the "voie nationale". We will continue to press them on this point, and it might be very useful if the Belgian Embassy were to be requested to insist before the B.C.K. along the same lines.

cc. Gen. Raja.



REL

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale no. 411 en date du 2 février 1962, ainsi que des 14 dossiers concernant des demandes d'indemnisation de ressortissants belges pour des dommages que leur auraient causés des agents de l'ONUC.

Bien que, selon la note verbale, les 14 cas soient "nouveaux", l'examen des dossiers de l'ONUC a révélé que 6 de ces cas avaient déjà été soumis à l'ONUC et que, pour chacun d'eux, la demande d'indemnité avait été rejetée et le demandeur en avait été informé.

L'ONUC a pris note de la mention, par l'Ambassade, du dossier Rogist, et elle prendra les mesures appropriées à cet égard.

L'ONUC tient à assurer à l'Ambassade qu'elle comprend parfaitement son désir de voir régler rapidement ces cas, et elle prendra les mesures appropriées à cette fin.

L'ONUC tient en outre à assurer à l'Ambassade qu'elle continuera à examiner toutes les demandes d'indemnisation en fonction des principes juridiques applicables, et à effectuer des versements aux plaignants lorsque les preuves existantes établissent sa responsabilité juridique pour les dommages qu'ils ont subis. D'autre part, si, en fait ou en droit, aucune responsabilité n'est encourue par l'ONUC, elle continuera à ne pas donner suite aux demandes d'indemnisation.

L'ONUC n'a reçu aucune nouvelle instruction de New York à ce sujet et elle s'en tiendra donc à la procédure qu'elle a suivie jusqu'à présent en ce qui concerne les réclamations formulées par des particuliers.

L'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville le 5 mars 1962

CT/mb  
cc : Mr. Grunzweig  
Mr. Halbert  
Mr. Taff



3/14

le 3 mars 1962

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et à l'honneur d'accuser réception de sa Note verbale no. 542 en date du 15 février 1962 ainsi que de plusieurs dossiers relatifs aux réclamations de ressortissants belges pour dommages qui auraient été causés au Congo par suite des actions des Services et Agents des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies assure l'Ambassade de Belgique que ces réclamations seront soigneusement examinées par l'Organisation en vue d'effectuer un règlement prompt et équitable de chaque cas.

L'Organisation des Nations Unies exprime son appréciation à l'Ambassade de Belgique pour l'assurance de sa pleine collaboration dans cette affaire.

Ambassade de Belgique  
" Le Cinquantenaire "  
Place Braconnier  
Léopoldville



# ROUTING SLIP

TO

|  |                |  |                  |
|--|----------------|--|------------------|
|  | APPROVAL       |  | NOTE AND RETURN  |
|  | SEE ME, PLEASE |  | YOUR COMMENTS    |
|  | YOUR SIGNATURE |  | YOUR INFORMATION |
|  | NOTE AND FILE  |  | FOR ACTION       |

DATE

FROM

Copies prepared for

Mr. Rolz-Bennett

Mr. Khiary ✓

*sent*

Force Commander ✓

*"*

Mr. Marcella ✓

*"*





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 813

BVL

Léopoldville, le 2 mars 1962

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur d'attirer sa bienveillante attention sur la question du trafic ferroviaire de la Société B.C.K. ( Chemins de Fer du Bas-Congo au Katanga ).

Depuis le 2 février dernier, les Nations-Unies ont à nouveau autorisé le trafic au départ d'Elisabethville.

Cependant, des restrictions sont encore imposées, qui empêchent le rétablissement d'un service normal et le déchargement de la gare d'Elisabethville.

Lors du dernier passage de Monsieur Linner à Elisabethville, un bref entretien lui a permis d'entendre les trois revendications principales formulées par les représentants du B.C.K., à savoir :

- 1°) Rétablissement du passage en direction et en provenance de Lobito ;
- 2°) augmentation du nombre de trains jusqu'à concurrence des nécessités du trafic, qui est actuellement limité à un train par jour ;
- 3°) libre circulation du personnel technique, de manière à pouvoir assurer la totalité des services.

Actuellement, ne peut circuler que le personnel affecté à la conduite du convoi.

Monsieur Linner avait déclaré que ces demandes devaient être examinées sur le plan local et que les décisions devaient être prises par les Autorités des Nations-Unies à Elisabethville.

D'autre part, ces mêmes Autorités paraissent plutôt d'avis qu'il y a lieu d'en référer aux instances de Léopoldville.

L'Ambassade se permet d'intervenir pour attirer l'attention des Nations-Unies sur ce problème d'attributions et serait reconnaissante à l'Organisation des Nations-Unies de vouloir bien indiquer l'instance compétente avec laquelle la Société B.C.K. aura à négocier les questions restant en suspens.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.





Léopoldville, le 2 mars 1962

AMBASSADE  
de  
Belgique

No 813

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations Unies au Congo et a l'honneur d'attirer sa bienveillante attention sur la question du trafic ferroviaire de la Société B.C.K. (Chemins de Fer du Bas-Congo au Katanga).

Depuis le 2 février dernier, les Nations Unies ont à nouveau autorisé le trafic au départ d'Elisabethville.

Cependant, des restrictions sont encore imposées, qui empêchent le rétablissement d'un service normal et le déchargement de la gare d'Elisabethville.

Lors du dernier passage de Monsieur Linner à Elisabethville, un bref entretien lui a permis d'entendre les trois revendications principales formulées par les représentants du B.C.K., à savoir:

- 1) Rétablissement du passage en direction et en provenance de Lobito;
- 2) augmentation du nombre de trains jusqu'à concurrence des nécessités du trafic, qui est actuellement limité à un train par jour;



3) libre circulation du personnel technique, de manière à pouvoir assurer la totalité des services.

Actuellement, ne peut circuler que le personnel affecté à la conduite du convoi.

Monsieur Linner avait déclaré que ces demandes devaient être examinées sur le plan local et que les décisions devaient être prises par les Autorités des Nations Unies à Elisabethville.

D'autre part, ces mêmes Autorités paraissent plutôt d'avis qu'il y a lieu d'en référer aux instances de Léopoldville.

L'Ambassade se permet d'intervenir pour attirer l'attention des Nations Unies sur ce problème d'attributions et serait reconnaissante à l'Organisation des Nations Unies de vouloir bien indiquer l'instance compétente avec laquelle la Société B.C.K. aura à négocier les questions restant en suspens.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.



Léopoldville, le 2 mars 1962

AMBASSADE  
de  
Belgique  
—

No 813

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations Unies au Congo et a l'honneur d'attirer sa bienveillante attention sur la question du trafic ferroviaire de la Société B.C.K. (Chemins de Fer du Bas-Congo au Katanga).

Depuis le 2 février dernier, les Nations Unies ont à nouveau autorisé le trafic au départ d'Elisabethville.

Cependant, des restrictions sont encore imposées, qui empêchent le rétablissement d'un service normal et le déchargement de la gare d'Elisabethville.

Lors du dernier passage de Monsieur Linner à Elisabethville, un bref entretien lui a permis d'entendre les trois revendications principales formulées par les représentants du B.C.K., à savoir:

- 1) Rétablissement du passage en direction et en provenance de Lobito;
- 2) augmentation du nombre de trains jusqu'à concurrence des nécessités du trafic, qui est actuellement limité à un train par jour;



3) libre circulation du personnel technique, de manière à pouvoir assurer la totalité des services.

Actuellement, ne peut circuler que le personnel affecté à la conduite du convoi.

Monsieur Linner avait déclaré que ces demandes devaient être examinées sur le plan local et que les décisions devaient être prises par les Autorités des Nations Unies à Elisabethville.

D'autre part, ces mêmes Autorités paraissent plutôt d'avis qu'il y a lieu d'en référer aux instances de Léopoldville.

L'Ambassade se permet d'intervenir pour attirer l'attention des Nations Unies sur ce problème d'attributions et serait reconnaissante à l'Organisation des Nations Unies de vouloir bien indiquer l'instance compétente avec laquelle la Société B.C.K. aura à négocier les questions restant en suspens.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations Unies au Congo les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.



*Rease  
agrec  
x Belge*

Léopoldville, le 1er mars 1962.

N° 796.

L'Ambassade de Belgique à Léopoldville présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

A la suite de la reprise des relations diplomatiques entre le Congo et la Belgique, l'Ambassade s'est trouvée dans l'obligation de prendre d'importantes dispositions pour assurer le logement de son personnel.

A cette fin, le Gouvernement belge avait, en décembre 1961, accepté l'offre de location de cinq appartements dans le building Cinquantenaire, attenant aux bureaux de l'Ambassade, Place Braconnier.

Ces appartements devaient être rendus libres à la date du 1er février 1962.

Les locataires, en l'occurrence des fonctionnaires des Nations-Unies ayant loué, à titre purement individuel, ont malheureusement refusé de quitter ces

.../...



appartements pour la date prévue et séjournent encore dans les lieux, malgré le renom qui leur a été adressé, par la société propriétaire, avec le préavis et les formes prévues au contrat de location.

L'Ambassade s'étonne de rumeurs selon lesquelles l'Organisation des Nations-Unies prendrait aujourd'hui fait et cause pour ces locataires récalcitrants, contrairement aux usages reconnus en matière de droit tant international que privé.

Il ne semble pas y avoir, en l'espèce, de questions d'immunités particulières ou de protection spéciale qui doivent intervenir. Tout propriétaire est libre de disposer de ses immeubles, sa seule obligation étant le respect du contrat passé avec le locataire.

Le conflit qui oppose actuellement la Société propriétaire du building et les locataires ne paraît devoir être tranché que par le Pouvoir judiciaire congolais qui, en droit strict, ne pourra qu'ordonner l'expulsion des occupants.

De plus, sur le plan des principes, l'Ambassade ne saurait croire que l'Organisation des Nations-Unies au Congo - informée des circonstances dans lesquelles les locaux sont requis pour les besoins officiels et immédiats des agents de l'Ambassade - veuille laisser naître un conflit de privilèges diplomatiques éventuels, qui serait bien plus aisément tranché en respectant les règles du contrat privé conclu.

.../...



Dans ces conditions, l'Ambassade serait très obligée à l'Organisation des Nations-Unies de vouloir bien ne point encourager ses fonctionnaires à croire à des privilèges qui les détourneraient de leur obligation de libérer au plus tôt les appartements occupés sans droits.

L'Organisation des Nations-Unies au Congo reconnaîtra autant que l'Ambassade la crise aiguë du logement qui sévit actuellement à Léopoldville et concevra aisément le préjudice grave que subit actuellement l'Ambassade du fait du refus des locataires de quitter les lieux.

Plusieurs diplomates belges vivent encore seuls à l'hôtel alors qu'ils devraient, depuis le 1er février, être installés en famille dans les appartements litigieux. De plus, les logements à l'hôtel sont souvent abrégés par les hôteliers.

L'Etat belge, propriétaire de l'immeuble de l'Ambassade, est également devenu co-propriétaire du building à appartements. Cette opération avait été effectuée en vue précisément de s'assurer les facilités de logement pour le personnel diplomatique.

Par ailleurs, les propriétaires ont adressé un renom pour ces cinq appartements parce que les occupants de ceux-ci changeaient à tout moment, alors que le contrat, au départ, avait été passé à titre individuel. Les propriétaires craignaient de ne plus trouver de



responsable juridique le jour où un problème précis se poserait, tel celui de dommages causés à l'appartement.

L'Organisation des Nations-Unies aurait soumis, le 14 février dernier, à la signature de Monsieur KINI, Secrétaire Général du Ministère congolais des Affaires Etrangères, un lettre dans laquelle le Gouvernement congolais prie Monsieur BUISSET, gérant de l'immeuble, de revenir sur sa décision et de notifier aux locataires qu'ils sont autorisés à continuer à occuper les appartements.

A la suite de récentes interventions de l'Ambassade auprès des Autorités congolaises, celles-ci se sont déclarées maintenant convaincues du bien-fondé de la position adoptée, tant par les propriétaires que par l'Ambassade, et prêts à user de leur influence pour que ces appartements soient mis à la disposition du personnel diplomatique belge.

L'Ambassade espère que l'Organisation possède maintenant tous les éléments d'information souhaitables sur cette affaire et que, par conséquent, elle voudra bien inviter ses fonctionnaires à libérer les appartements en litige dans les plus brefs délais.

L'Ambassade saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies les assurances de sa haute considération.



BELGIAN EMBASSY

No. 796

Leopoldville, March 1st, 1962

*Leave Super  
+ Belg*

The Belgian Embassy in Leopoldville presents its compliments to the United Nations Organization in the Congo and has the honour to inform it of the following :

With the resumption of diplomatic relations between the Congo and Belgium, the Embassy found itself under the obligation to take important steps in order to insure the housing of its personnel.

To this end, the Belgian Government had, in December 1961, accepted an offer to rent five apartments in the Cinquantenaire Building, next to the Embassy offices, Place Braconnier.

These apartments were supposed to be vacated on February 1st, 1962.

The tenants - in that case United Nations officials - having rented the apartments on a strictly personal basis, refused, unfortunately, to leave the premises on the above said date and are still there, despite the notification sent to them by the owners ( a company) together with the notice and forms mentioned in the contract.

The Embassy is surprised of the rumours according to which the United Nations Organization is now taking sides with those recalcitrant tenants, contrary to the established custom in international as well as in private law.



This matter does not seem to involve questions of particular protection or immunities. Any owner is free to dispose of his properties and his sole obligation is to respect the contract agreed with the tenant.

Apparently, the present conflict between the Company owning the building and the tenants can only be solved by the Congolese judiciary authorities which, on a strictly legal basis, will only be able to evict the tenants.

Furthermore, on a matter of principles, the Embassy cannot believe that the United Nations Organization in the Congo - which knows the circumstances in which the premises are required for the official and immediate needs of the Embassy agents - will allow a conflict of diplomatic privileges to arise, conflict which would be solved much easier by the respect of the regulations of the contract.

In these circumstances, the Embassy would be very grateful to the United Nations Organization not to encourage its officials to believe in privileges which would lead them away of their obligation to vacate as soon as possible the apartments they occupy without any right.

The United Nations Organization in the Congo will recognize as much as the Embassy that Leopoldville is suffering now of an acute accommodation crisis, and it will understand easily the serious prejudice inflicted on the Embassy by the refusal of the tenants to vacate the premises.



Several Belgian diplomats are still living alone in hotels instead of living with their families since February 1st in the above said apartments. Furthermore, their stay at the hotel is often cut short by the hotel owner.

The Belgian State, which owns the Embassy building, is now also the co-owner of the apartment building. It has become so precisely in order to insure accommodation to its diplomatic personnel.

On the other hand, the owners have sent notification for these five apartments because the tenants were always different, although the original contract had been signed on an individual basis. The owners feared to be unable to find a tenant legally responsible when a particular problem would arise, such as damages inflicted to an apartment.

It seems that the United Nations Organization, on February 14th, has submitted to the signature of Mr. KINI, Secretary General of the Congolese Ministry of Foreign Affairs, a letter by which the Congolese Government asks Mr. BUISSET, manager of the building, to reconsider his decision and to notify the tenants that they are authorized to stay in the apartments.

Following recent interventions by the Embassy with the Congolese authorities, the latter have stated that they are now convinced of the justice of the position adopted both by the owners and the Embassy, and that they are ready to use their



influence in order that these apartments are put at the disposal of the Belgian diplomatic personnel

The Embassy hopes that the Organization is now in possession of all the necessary information on that matter and that, accordingly, it will invite its officials to vacate as soon as possible the aforesaid apartments,

The Embassy takes this opportunity to renew to the United Nations Organization the assurances of its highest consideration.

( Seal)

United Nations Organization in the Congo  
" Le Royal " Building,  
Leopoldville.



Belge Gov

1 March 1962

NOTE FOR FILE

SUBJECT: Donald PEHIELS (Further to note of 15/2/62)

Mr. Cohen (Belgian Embassy) informed that Mrs. Pehiels reported to them that in an interview she had had with Mr. Adoula, the latter had promised that a member of his Cabinet would accompany Chief Kashamura on his visit to Kindu to verify the facts concerning Donald Pehiels. As soon as the travel arrangements of Chief Kashamura and his party had been completed Mr. Adoula would advise Mrs. Pehiels and the Belgian Embassy of their time of departure. ONUC would be requested to lend all the necessary assistance to the search party.

Z. Marcella

c.c. Mr. Abdum } for information  
Mr. Taff }



*Katanga*

1 March

2

Mr. J. Rols-Bennett, Civilian Affairs Officer  
R.K. Gardiner, Officer-in-Charge

Belgian Mercenary Claude Laliere.

1. I enclose herewith a photocopy of a letter from the United Kingdom Mission in New York to Mr. Liu concerning the Belgian mercenary Claude Laliere who has also assumed the name of Jean-Claude Bankiere. The letter indicates that Laliere was trying to return to Katanga at the end of January.
2. Laliere appears as No 90 in Part 1 of our lists of foreign personnel probably falling under the terms of para A2 of Security Council Resolution of 21 February 1961 presumed to be still at large in Katanga compiled at the beginning of December 1961 of which you now have several copies. (H.B. Laliere appears as No 92 on the list as circulated under cover of the Secretary-General's Note Verbale of December 13, 1961 and referred to as such in the letter from the UK mission in New York. This list is exactly the same as the original one sent to New York and B'ville except that it includes only Part I ( Foreign Military ) with Addendum 1 and there is a slight change in the numbering of paragraphs.

cc : Mr. Marcella, Legal Adviser .

Mr. Jacobs



COPY

Letter from United Kingdom Mission in New York to Mr. F.T. Liu,  
United Nations, New York

---

( 10251/605/62 )

February 19, 1962 .

You may wish to know of the following report we have had from our Embassy in Brassaville about one of the people named in the list of non-Congolese military personnel in Katanga which was circulated under cover of the Secretary-General's Note Verbale of December 13, 1961.

The Embassy reported that they were asked on January 29 by a European of Belgian origin claiming Katangan nationality, for help in getting back to Elisabethville where he normally lives. He had two sets of papers in his possession : an identity card issued in Kivu Province by the Belgians before independence giving his name as Claude Laliere ( and it is under this name that he appears in the U.N. list - No 92 ); and a similar card issued more recently by the Katangan authorities in the name of Jean-Claude Bankiere. M. Laliere said that he had assumed the name Bankiere with the connivance of Katangan officials in order to escape the attentions of the United Nations officials in Elisabethville where, as well as his normal occupation, which is engineering, he has apparently found time to be a captain commanding a transport company in the Katangan gendarmerie.

M. Laliere told our Embassy that the Belgian passport with which he had entered the Congo ( Brassaville) was confiscated by the Belgian Consulate at Pointe Noire when Laliere took it there for endorsement for travel to Katanga. Our Embassy, of course, told M. Laliere that there was nothing they could do for him.

You should also know that the Foreign Office in London have made arrangements through the United Kingdom High Commission in Salisbury to bring this case to the notice of the Federal Immigration Authorities in case M. Laliere should turn up there .

S.J.G. Cambridge

Mr. F.T. Liu  
Room No 3302A,  
United Nations  
New York



le droit d'appuyer toute demande d'indemnisation qui  
serait introduite, devant l'Organisation des Nations-  
Unies, par les ressortissants belges qui auraient  
subi des dommages par suite des incidents évoqués  
dans la présente note. //

L'Ambassade de Belgique saisit cette  
occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-  
Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.

*Donné à l'Administration en 25 documents*

80-13

12



24 February

2

Mr. B. Grunzweig, Deputy CAO  
C. Taff, Assistant Legal Adviser  
Claims of Belgian Nationals transmitted by Belgian Embassy

I am transmitting herewith for your action a note verbale,  
no. 542, dated 22 February 1962, from the Belgian Embassy, together  
with the files on the claims of Belgian nationals.

CT/mb



23 February

2

Mr. B. Grunzweig, Deputy GAO  
C. Taff, Assistant Legal Adviser

Claims of Belgian Nationals transmitted by Belgian Embassy

I am transmitting herewith for your action a note verbale, no. 690, dated 22 February 1962, from the Belgian Embassy, together with the files on the claims of 19 Belgian Nationals.

CT/mb



NOTE FOR THE FILE

The Belgian Embassy (Mr. Cahen) informed me of the following: A Belgian boy, Donald Pehiels and a Pakistani boy disappeared in June 1961 while they were on Lake Kivu. Investigations were carried out by the Red Cross, Local Police in collaboration with ONUC personnel, but without any results. There is a rumour that the boys are being held prisoner on an island in Lake Kivu by partisans of Chief Kashamura who is a Deputy in the Congolese Parliament. Chief Kashamura has been approached on the subject by the Belgian Embassy and is of the opinion that the story may be quite true. If so, he is prepared to go to Kivu to set the boys free and the Belgian Embassy has asked for UN transportation to Bukavu for Chief Kashamura and the mother of Donald Pehiels.

I replied that ONUC, as a matter of principle, does not provide transportation for private persons and that there was a commercial flight from Leo to Usumbura. Mr. Cahen observed that Chief Kashamura feared for his safety in Usumbura and asked for UN protection, if he went there.

Mr. Cahen further said that Mr. Kanakarathne wrote a letter to Mr. Depreux on the subject in November 1961. I promised that we would investigate the matter and inform the Embassy of the results.

*Z. F. Marcella*  
Z.F. Marcella

cc: Mr. Gardiner

Mr. Taff

Mr. Abdoun

ZM/cs

*ZM*

*16/2/62*



N 100 d  
1/1/62  
D

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale No 468 du 7 février 1962 .

En se référant à la note verbale mentionnée ci-dessus l'Organisation des Nations Unies au Congo désire informer l'Ambassade de ce qui suit :

- 1) Les para-commandos arrivèrent à Bukavu en juin 1961, sur la demande du Président Omarhi.
- 2) Pendant cette période les ressortissants belges ont évacué Bukavu en y laissant leurs maisons avec tous leurs meubles, sans avoir demandé la protection des Nations Unies ni avoir fourni les inventaires des biens qu'ils abandonnaient au Représentant des Nations Unies à Bukavu.
- 3) Au mois de décembre 1961, les para-commandos ont été transportés au port Otraco, sur l'ordre du Général Lundulla. Les troupes des Nations Unies leur ont fourni le transport pour faciliter leur déménagement .
- 4) Etant donné que les Nations Unies n'ont pas été sollicitées pour la protection des biens des ressortissants belges, les réclamations consécutives à la disparition du mobilier doivent être adressées au Gouvernement central et au Gouvernement provincial .
- 5) D'autre part, vu que le Représentant des Nations Unies n'a été informé de la disparition du mobilier en question qu'au mois de février 1962, aucune démarche ne peut être entreprise à l'heure actuelle, compte tenu des trop longs délais écoulés.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération .

Ambassade de Belgique  
Léopoldville



AA/sl





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 468

Léopoldville, le

-26-72

Bu-13

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

D'après les informations reçues de Shangugu, les troupes de l'A.N.C. , quittant Bukavu pour Stanleyville, ont chargé, sur des camions O.N.U.C. , du mobilier appartenant à des ressortissants belges.

Le Représentant des Nations-Unies au Kivu a envisagé de prendre des mesures de sauvegarde.

L'Ambassade de Belgique attacherait du prix à ce que l'Organisation des Nations-Unies porte toute son attention sur cette nouvelle violation de droits et fasse assurer au maximum la protection tant des biens que des personnes, sur le territoire de la République du Congo.

Le Gouvernement belge se réserve



L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de se référer à sa note No 564 en date du 13 février 1962 au sujet des conditions de vie des trois ressortissants belges actuellement détenus au Camp Garnier, Léopoldville.

L'Organisation des Nations Unies au Congo désire informer l'Ambassade que ses services compétents ont ouvert une enquête afin de vérifier le bien-fondé des plaintes dont il est question dans la note de l'Ambassade et qu'elle prendra toutes les dispositions nécessaires au cas où ces plaintes s'avèreraient justifiées, afin d'améliorer le sort des intéressés.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour assurer l'Ambassade de Belgique de l'assurance de sa haute considération.

A l'Ambassade de Belgique  
Léopoldville

Léopoldville le 16 1962



ZFM/sl

cc : Mr Marcella



L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de se référer à nouveau à sa note verbale No 468 du 7 février 1962.

Afin d'établir clairement s'il existe une responsabilité juridique de la part de l'Organisation des Nations Unies au Congo en tenant compte de certains principes de loi appropriés, qui justifieraient le paiement d'une indemnité, dans les cas où des réclamations relatives à la disparition de biens se présenteraient à l'avenir en relation avec celles qui ont été rapportées de Bukavu et qui sont exposées dans la note verbale précitée, l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante à l'Ambassade de Belgique de lui fournir les renseignements suivants :

- (a) A quelle date les véhicules des Nations Unies auraient-ils été utilisés pour transporter les biens en question ?
- (b) Quel serait le nombre de véhicules utilisés à cet effet et si possible quel serait le nombre de voyages effectués ?
- (c) Quels seraient les noms et les dernières adresses à Bukavu des ressortissants belges qui ont subi la perte de leurs biens ?
- (d) A quelle date ces ressortissants belges ont-ils quitté Bukavu et quelles dispositions ont-ils prises, le cas échéant, concernant leurs biens à Bukavu ?
- (d) Quelle est la description détaillée des biens prétendus avoir été pris par les membres de l'Armée Nationale Congolaise et quelle est leur estimation ?

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération.

A l'Ambassade de Belgique  
Léopoldville

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO  
Léopoldville le 16 février 1962



CT/sl

cc : Mr. Taff



NOTE FOR THE FILE

The Belgian Embassy (Mr. Cahen) informed me of the following: A Belgian boy, Donald Pehiels and a Pakistani boy disappeared in June 1961 while they were on Lake Kivu. Investigations were carried out by the Red Cross, Local Police in collaboration with ONUC personnel, but without any results. There is a rumour that the boys are being held prisoner on an island in Lake Kivu by partisans of Chief Kashamura who is a Deputy in the Congolese Parliament. Chief Kashamura has been approached on the subject by the Belgian Embassy and is of the opinion that the story may be quite true. If so, he is prepared to go to Kivu to set the boys free and the Belgian Embassy has asked for UN transportation to Bukavu for Chief Kashamura and the mother of Donald Pehiels.

I replied that ONUC, as a matter of principle, does not provide transportation for private persons and that there was a commercial flight from Leo to Usumbura. Mr. Cahen observed that Chief Kashamura feared for his safety in Usumbura and asked for UN protection, if he went there.

Mr. Cahen further said that Mr. Kanakarathne wrote a letter to Mr. Depreux on the subject in November 1961. I promised that we would investigate the matter and inform the Embassy of the results.

Z.F. Marcella

cc: Mr. Gardiner - for information ✓  
Mr. Taff - for action  
Mr. Abdoun - for information

ZM/cs



Memorandum For the Files

1. The purpose of this memorandum is to place on record the fact that neither Mr. Marcella nor I had seen or heard of the Note verbale No 468 dated 7 February , 1962, of the Belgian Embassy, Leopoldville, or ONUC's reply thereto of 12 February, 1962 - until after the reply had been sent out .

2. The first notice we received of the note and reply was at a meeting held in Mr. Gardiner's office on 12 February 1962 when Mr. Abdoun reported that he had drafted a note to the Belgian Embassy dealing with claims against ONUC by Belgian nationals in connection with certain incidents in Bukavu. Immediately after the meeting we obtained copies of the Embassy's note ~~on~~ ONUC's reply .

AND



C. Taff  
12 February 1962

CT/sl



L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale No 468 du 7 février 1962 .

En se référant à la note verbale mentionnée ci-dessus l'Organisation des Nations Unies au Congo désire informer l'Ambassade de ce qui suit :

- 1) Les para-commandos arrivèrent à Bukavu en juin 1961, sur la demande du Président Omarhi.
- 2) Pendant cette période les ressortissants belges ont évacué Bukavu en y laissant leurs maisons avec tous leurs meubles, sans avoir demandé la protection des Nations Unies ni avoir fourni les inventaires des biens qu'ils abandonnaient au Représentant des Nations Unies à Bukavu.
- 3) Au mois de décembre 1961, les para-commandos ont été transportés au port Otraco, sur l'ordre du Général Iundulla. Les troupes des Nations Unies leur ont fourni le transport pour faciliter leur déménagement .
- 4) Etant donné que les Nations Unies n'ont pas été sollicitées pour la protection des biens des ressortissants belges, les réclamations consécutives à la disparition du mobilier doivent être adressées au Gouvernement central et au Gouvernement provincial .
- 5) D'autre part, vu que le Représentant des Nations Unies n'a été informé de la disparition du mobilier en question qu'au mois de février 1962, aucune démarche ne peut être entreprise à l'heure actuelle, compte tenu des trop longs délais écoulés.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération .

Ambassade de Belgique  
Léopoldville





10 February 1962

To: Lt. Col. H. Borchgrevink, Chief of Military Information  
Attn: Maj. Hasan

From: Z.F. Marcella, Legal Adviser

Subject: Mr. C. Jacoby

1. It has been decided that Mr. Jacoby will be expelled from the Congo and repatriated through the Belgian Embassy, in accordance with the relevant provisions of the Security Council resolutions.

2. For necessary action, please.

ZM/cs





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

---

N° 468

Léopoldville, le

-7. FEB. 1962

BU-13

Se

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

D'après les informations reçues de Shangugu, les troupes de l'A.N.C. , quittant Bukavu pour Stanleyville, ont chargé, sur des camions O.N.U.C. , du mobilier appartenant à des ressortissants belges.

Le Représentant des Nations-Unies au Kivu a envisagé de prendre des mesures de sauvegarde.

L'Ambassade de Belgique attacherait du prix à ce que l'Organisation des Nations-Unies porte toute son attention sur cette nouvelle violation de droits et fasse assurer au maximum la protection tant des biens que des personnes, sur le territoire de la République du Congo.

Le Gouvernement belge se réserve



le droit d'appuyer toute demande d'indemnisation qui serait introduite, devant l'Organisation des Nations-Unies, par les ressortissants belges qui auraient subi des dommages par suite des incidents évoqués dans la présente note. //

M. L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.



Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.

*Sent to Bukavu on 9 IV for comments.*

BV-13

*Q*



Léopoldville, le

-7. FEB. 1962

N°

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

D'après les informations reçues de Shangugu, les troupes de l'A.N.C. , quittant Bukavu pour Stanleyville, ont chargé, sur des camions O.N.U.C. , du mobilier appartenant à des ressortissants belges.

Le Représentant des Nations-Unies au Kivu a envisagé de prendre des mesures de sauvegarde.

L'Ambassade de Belgique attacherait du prix à ce que l'Organisation des Nations-Unies porte toute son attention sur cette nouvelle violation de droits et fasse assurer au maximum la protection tant des biens que des personnes, sur le territoire de la République du Congo.

Le Gouvernement belge se réserve

*Tabachnick*



le droit d'appuyer toute demande d'indemnisation qui serait introduite, devant l'Organisation des Nations-Unies, par les ressortissants belges qui auraient subi des dommages par suite des incidents évoqués dans la présente note.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.



Le 3 février 1962

L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit :

Le fonctionnaire des Nations Unies chargé des affaires civiles à Albertville a fait savoir que M. Stevens, directeur commercial de Géminex à Manono, s'est rendu de Manono à Albertville le 26 janvier pour se mettre en rapport avec M. Sendwe en vue de prendre des dispositions pour l'exportation de 117 tonnes d'étain et de 17 tonnes de tantalite.

M. Sendwe a donné son accord de principe à l'exportation de ces minerais et il a déclaré que le Ministre de l'économie devait arriver lui-même à Albertville le vendredi 2 février pour établir les documents nécessaires.

Pour ce qui est des liaisons aériennes hebdomadaires entre Manono et Albertville, M. Sendwe a informé le fonctionnaire des Nations Unies chargé des affaires civiles à Albertville que le service normal serait assuré par DC-3 entre Albertville et Manono à partir du lundi 5 février.

L'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion de renouveler à l'Ambassade de Belgique les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Belgique  
Léopoldville

*Sent me  
Gruyerey eff u*



5 February

2

Mr. B. Grunzweig, Deputy Chief Administrative Officer

C. Taff, Assistant Legal Adviser

Claims against ONUC by private individuals.

1. I am transmitting herewith a note verbale No 411 dated 2 February, 1962, together with 14 files on Belgian claims, which were given to me yesterday by the Belgian Chargé d'Affaires.
2. I take it to be the case that the Secretary of Claims Board will prepare a note verbale acknowledging the receipt of the Belgian note.
3. It will be appreciated if you will arrange to have the Claims Board returns to this office as soon as conditions permit the papers dealing with the Claim of Mr. Rogier since a law-suit on this matter has been instituted in Elisabethville.
4. As regards the reference to Mr. Kanakaratae in para V of the Belgian note, our reply should indicate that we have not received any new instructions from New York with regards to the handling of claims of private individuals .

OT/el



L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique à Léopoldville et a l'honneur de l'informer qu'en réponse à sa Note N° 412 du 2 février 1962 le Commandant de la Force de l'ONUC a immédiatement donné des ordres pour que la mission de reconnaissance qu'il avait envoyée à partir de Bukavu et qui a maintenant atteint Kama, poursuive sa route en direction de Moyo.

Aussitôt le retour de cette colonne militaire de l'ONUC et la soumission de son rapport au Commandant de la Force, l'Organisation des Nations Unies au Congo se fera un plaisir de transmettre à l'Ambassade de Belgique des renseignements précis quant à la situation qui existe à Moyo.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, 3 février 1962



cc: Force Commander



## ROUTING SLIP

TO

Mr Poujoulat.

|                |                  |
|----------------|------------------|
| APPROVAL       | NOTE AND RETURN  |
| SEE ME, PLEASE | YOUR COMMENTS    |
| YOUR SIGNATURE | YOUR INFORMATION |
| NOTE AND FILE  | FOR ACTION       |

02155047

MALAYANS HAVE SENT  
 A SIGNAL TO THEIR PATROL  
 TO INCLUDE Moyo Mission  
 IN THEIR TOUR. THE  
 PATROL IS OUT OF CONTACT  
 AS FROM 0600 HRS 2/2 -  
 MESSAGE HAS BEEN SENT HOWEVER

DATE

FROM

AS THEY PROBABLY CAN RECEIVE  
 SIGNALS BUT CAN'T TRANSMIT.

S. M. H. K.  
 2/2



# ROUTING SLIP

TO

*Dr. Linnis*

|                |                  |
|----------------|------------------|
| APPROVAL       | NOTE AND RETURN  |
| SEE ME, PLEASE | YOUR COMMENTS    |
| YOUR SIGNATURE | YOUR INFORMATION |
| NOTE AND FILE  | FOR ACTION       |

Attached was handed  
to me today by Duckelynek.  
I've asked F.C.'s office  
to radio the telegram  
Keca which should reach  
Kama today and which is  
due to go to Kampene tomorrow

DATE

*2  
II*

FROM

*to push as far as  
Moyo.*





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE  
—

Léopoldville, le 2 février 1962.

N° 412

8

L'Ambassade de Belgique à Léopoldville présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies et a l'honneur de lui exposer ce qui suit :

D'après des informations recueillies par le Représentant Consulaire Belge à Shangugu, les membres de la mission de Moyo se trouveraient en état de danger grave. Cette mission, qui est située au Sud de Pangui, à environ 120 kms. au Sud-Est de Kindu, comprend sept Européens, soit trois Pères et quatre Soeurs, qui sont dépourvus de moyen de transport.

L'Ambassade serait reconnaissante à l'Organisation des Nations-Unies de mettre tout en oeuvre pour qu'il soit porté secours à ces personnes en danger.

Elle saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies les assurances de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies  
Léopoldville.





L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et, en se référant aux notes verbales Nos 206 et 305 qu'elle lui a adressées respectivement en date du 18 et du 26 janvier 1962, a l'honneur de transmettre ci-joint une copie de chacune des deux notes verbales adressées par le Secrétaire général par interim des Nations Unies au Représentant permanent de la Belgique auprès du Siège, en date du 27 janvier et du 30 janvier respectivement. L'Ambassade voudra bien noter que ces deux dernières notes verbales apportent toutes les informations qu'elle a sollicitées dans ses deux notes.

L'Organisation des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville le 31 janvier 1962

Ambassade de Belgique  
LEOPOLDVILLE

ZFM/sl

cc : Mr Marcella



Copie

Le Secrétaire général par intérim des Nations Unies présente ses compliments à Monsieur le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation et, se référant à nouveau à la note verbale du Secrétaire général par intérim en date du 27 janvier 1962, a l'honneur de lui faire savoir ce qui suit.

Le Major Lawson, du contingent nigérien de l'ONUC est rentré de la deuxième mission qu'il a effectué dans la région de Kongolo-Kasongo (Katanga du Nord et Kivu du Sud). Il signale que toutes les religieuses et tous les prêtres non-congolais ont pu être évacués du Katanga du Nord; le groupe de Sola, en particulier, est bien arrivé à Baudouinville. En outre, un prélat et trois religieuses, tous Congolais, ont été évacués de Kongolo.

Les prêtres congolais de Kasongo ne seraient pas en danger et sont demeurés à leur poste.

Par conséquent, l'opération peut être considérée comme terminée. Aucune victime n'a été signalée depuis le massacre des 22 personnes à Kongolo le 1er janvier.

Le Secrétaire général par interim tient aussi à faire savoir au Représentant permanent, à propos de l'enquête que le Gouvernement central mène actuellement sur les événements de Kongolo, que le Général Lundula a récemment transféré à Stanleyville six soldats soupçonnés d'avoir pris part au massacre.

New York 30 Janvier 1962.



Copie

Le Secrétaire général par intérim présente ses compliments à M. le Représentant Permanent de la Belgique auprès des Nations Unies et, se référant aux notes verbales Nos D 412 A/S.116/133 et S.158 du Représentant permanent, respectivement en date des 17 et 19 janvier 1962, a l'honneur de lui communiquer ce qui suit.

Le Secrétaire général par intérim a reçu d'un officier de l'ONUC appartenant au contingent nigérien, le Major Richard Lawson, qui a visité la région le 23 janvier, les premiers renseignements authentiques sur les événements de Kongolo. Le Secrétaire général par intérim regrette profondément de devoir faire savoir au Représentant permanent de la Belgique que ces renseignements confirment que des actes d'une brutalité sauvage ont effectivement été commis à Kongolo le 1er janvier 1962 ou aux environs de cette date. Vingt-deux personnes, Belges pour la plupart, qui étaient membres de la Mission catholique de l'Ordre du Saint-Esprit, ont été tuées par des soldats indisciplinés de l'ANC qui ont saccagé la ville et tué également de nombreux Congolais. Trois prêtres et trente religieuses, tous Congolais, sont encore à la mission; ils seraient aussi en danger. Le Major Lawson a ramené un prêtre belge avec lui et est retourné dans la région pour continuer son opération de sauvetage.

Le Premier Ministre, M. Adoula, a fait savoir au Fonctionnaire chargé de l'opération de l'ONU au Congo qu'une commission d'enquête, ayant à sa tête M. J. Sendwe, Vice-Premier Ministre, était envoyée à Kongolo pour enquêter sur les circonstances de ces tragiques incidents et tenter de trouver et d'identifier les coupables aux fins de poursuites. Le Général Lundula participera également aux travaux de la Commission. L'ONUC a été priée d'envoyer des observateurs, et il en sera ainsi fait.

Cependant, le départ de la Commission a été différé en raison des conditions de sécurité qui règnent dans la région et qui laissent toujours à désirer. Le Général Lundula, accompagné de deux officiers de l'ONUC, devait se rendre à Kongolo afin de décider des autres mesures à prendre d'urgence pour remédier à la situation. Il était arrivé à Albertville le 26 janvier 1962.



Les renseignements disponibles indiquent que les troupes impliquées dans les récents événements tragiques ne sont effectivement contrôlées, ni directement par le Gouvernement central, ni par le troisième groupement de Stanleyville, dont le Général Lundula est le commandant. De l'avis du Commandant de la Force de l'ONUC, l'envoi d'hélicoptères suggéré par le Gouvernement belge dans sa note du 17 janvier serait à l'heure actuelle extrêmement hasardeux et probablement inutile aussi longtemps que les autorités militaires du Gouvernement central n'auront pas réussi à reprendre en main les éléments mutins et à écarter tout risque d'autres actes de violence.

De même, il a été nécessaire de différer jusqu'au moment où les conditions de sécurité se seraient améliorées la mise en application des mesures de secours envisagées par l'ONUC et que le Secrétaire général par interim a portées à la connaissance du Représentant permanent dans sa note du 6 janvier 1962, avant que le commandement de l'ONUC fût au courant de la véritable situation à Kongolo. Le Représentant permanent aura noté que, en fait, comme il est indiqué dans la note du 6 janvier, un officier des forces de l'ONUC s'est rendu à Kongolo; toutefois, les équipes de la Croix-Rouge et des services sanitaires que l'on envisageait d'y envoyer n'ont pas encore pu s'y rendre. La situation reste malheureusement celle qui était décrite dans la note en question, c'est-à-dire qu'étant donné que l'ONUC n'a de troupes en aucun endroit proche de la région de Kongolo, il est impossible actuellement d'y assurer la protection des personnes par une action directe de l'ONUC.

Le Représentant permanent peut être certain que les Autorités de l'ONUC ont fait et continuent de faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans la mesure où le leur permettent les ressources militaires de l'ONUC et ses autres engagements, pour aider le Gouvernement du Congo à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne le maintien de l'ordre public sur tout le territoire de la République. Des efforts vigoureux ont été déployés, comme le Représentant permanent le sait, souvent dans des conditions pénibles, pour assurer la sécurité des personnes, Congolais ou non Congolais; une aide a été offerte pour procéder à l'évacuation de personnes de régions où elles étaient en danger. Cette aide a permis de sauver de nombreuses vies. Il n'y a pourtant pas trace d'une demande quelconque faite à l'ONUC en vue d'aider à évacuer les civils de Kongolo.

En outre, le Représentant permanent voudra bien noter que depuis près de 18 mois la Force de l'ONU a été empêchée de stationner des troupes à Kongolo en raison de l'opposition résolue de la Gendarmerie katangaise. Au moment où les gendarmes se sont



retirés de la ville le 30 décembre 1961, la laissant entièrement à la merci d'un détachement indiscipliné mais pourtant peu nombreux de l'ANC, leurs effectifs sur place s'élevaient à 1800 hommes, chiffre qui semblait être suffisant pour assurer la sécurité. Ni l'ONUC, ni le Gouvernement central n'ont été informés de ce retrait. A cette époque, la Force de l'ONU avait des troupes, qui d'ailleurs s'y trouvent encore, à Albertville et à Manono.

D'autre part, cependant, le Secrétaire général par interim doit appeler l'attention du Représentant permanent sur le fait que la capacité de l'ONUC d'aider au maintien de l'ordre public dans cette région a été sérieusement limitée dans les derniers mois en raison de l'insuffisance de son effectif en relation avec les événements survenus dans d'autres parties du Congo, qui l'ont forcée à faire appel jusqu'à l'extrême limite aux effectifs disponibles. Cela vaut notamment pour les événements récents du Katanga, au cours desquels des mercenaires et des volontaires non Congolais ont pris la tête de la Gendarmerie pour mener des attaques violentes contre les troupes de l'ONUC à Elisabethville dans le but de les encercler et de les annihiler.

Comme le Secrétaire général par intérim l'a indiqué au Représentant permanent de la Belgique dans sa note verbale du 14 décembre 1961, le rétablissement de l'ordre public et de la liberté de mouvement de l'ONUC DOIT DONC AVOIR LA PRIORITE ET le Commandement de l'ONU a pris, en état de légitime défense, les mesures nécessaires pour remédier à cet état de choses intolérable. Par conséquent, les troupes de l'ONUC ont dû être retirées de Kabalo et de Nyunzu. Le Secrétaire général par interim continuait en ces termes : " Si, pour exécuter ces mesures indispensables, l'ONUC est obligée de retirer temporairement des unités stationnées dans d'autres régions de la République du Congo, la responsabilité des conséquences incombe sans conteste aux éléments non Congolais irresponsables, qui, de connivence avec certains membres de l'administration provinciale katangaise, ont inspiré, suscité, financé et armé un " mouvement sécessionniste ". Allant même plus loin, les intéressés ont déclenché de violentes attaques contre la force de l'ONU, défiant ainsi la communauté mondiale. Ces actes risquent fort d'avoir pour résultat de mettre en danger la sécurité, dans d'autres régions du Congo, d'innocents compatriotes de ceux qui sont le plus directement impliqués dans les événements d'Elisabethville. " Le Secrétaire général par interim ne peut que déplorer le fait que son avertissement solennel, dont il n'a pas été tenu compte à l'époque, se soit révélé justifié avec une rapidité aussi tragique dans une région qui, en raison des événements d'Elisabethville, était en fait démunie de troupes de l'ONUC.

New York, le 27 janvier 1962.





Léopoldville, le 26. I. 1962

AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 305

52

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur d'attirer sa bienveillante attention sur le contenu de la note n° 206 que l'Ambassade a adressée le 18 janvier courant à l'Organisation.

Bien que la plupart des informations souvent alarmantes voire tragiques de ces derniers jours n'ont pas encore reçu confirmation, elles permettent cependant de supposer que la situation reste grave dans le Nord Katanga et le Maniema.

Le Gouvernement et la population belges sont préoccupés et inquiets du sort de ressortissants belges actuellement isolés dans ces régions et ne disposant d'aucun secours qui pourraient les protéger ou les sauver des violences et des sévices.

L'Ambassade réitère ses nombreux appels adressés à l'Organisation des Nations-Unies au Congo, afin que des mesures urgentes et nécessaires soient prises pour la protection des populations civiles de ces régions abandonnées.



Elle attacherait du prix à ce que l'Organisation lui communique toute information qui serait portée à sa connaissance ainsi que les mesures préconisées pour venir en aide aux personnes en danger.

L'Ambassade serait également reconnaissante à l'Organisation de vouloir bien lui indiquer l'état d'avancement du projet de commission d'enquête pour les crimes commis à Kongolo.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo, les assurances de sa haute considération.



Organisation des Nations-Unies au Congo,  
Building Royal,  
Léopoldville.



L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de lui accuser réception de sa lettre No 306 du 26 janvier 1962 ainsi que de l'attestation délivrée par le Ministère belge de la Défense Nationale, au sujet de la carrière militaire de Monsieur Charles Jacoby, actuellement détenu par l'Organisation des Nations Unies à Léopoldville.

L'Organisation des Nations Unies au Congo assure l'Ambassade qu'elle a pris connaissance du document transmis et que celui-ci a été ajouté au dossier de l'intéressé.

L'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville le 26 janvier 1962  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



Ambassade de Belgique  
LEOPOLDVILLE

ZFM/sl

cc : Mr. Marcella





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 206

Léopoldville, le 18. I. 1962

*leur 6 NY  
ou 23 I  
L-228  
Q*

*SL*

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de solliciter l'intervention de l'Organisation, afin qu'un secours urgent soit porté à des ressortissants belges, actuellement en difficultés dans le Nord-Katanga.

Il s'agit des membres de la Mission de LUBONDA, au Nord-Ouest de KONGOLO où se trouvent trois pères européens, un abbé et cinq ou six religieuses, ainsi que de la Mission de NDOLA, à 30 kilomètres au Nord-Est de KONGOLO où se trouvent six religieuses européennes et quatre pères européens.

D'après les informations parvenues à l'Ambassade, la seule possibilité d'intervention réside dans l'usage de l'hélicoptère au départ de Kabalo, Kindu ou Albertville.

Les autorités consulaires belges à ELISABETHVILLE sont déjà intervenues auprès des Services de l'Organisation des Nations-Unies dans cette ville.

L'Ambassade demande une intervention urgente de l'Organisation, afin d'éviter que se reproduisent les incidents pénibles qui se sont déroulés à KONGOLO le 1 janvier dernier.

Elle saisit cette occasion pour renouveler à l'Organisation des Nations-Unies, l'assurance de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies  
à  
LEOPOLDVILLE.





L'Organisation des Nations Unies au Congo présente ses compliments à l'Ambassade de Belgique et a l'honneur de lui accuser réception de sa lettre No 205 du 18 janvier 1962 concernant M. Charles Jacoby .

L'Organisation des Nations Unies au Congo assure l'Ambassade qu'elle a pris bonne note des informations transmises et qu'elles ont été versées au dossier de l'intéressé.

L'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Belgique l'assurance de sa haute considération.



Leopoldville le 19 janvier 1962

Ambassade de Belgique  
LEOPOLDVILLE

ZM/sl

cc Mr Marcella





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

N° 205

Acknowledged  
19 January 1962  
Léopoldville, le 18 janvier 1962.

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de se référer au récent entretien d'un de ses représentants avec Monsieur Marcella, au sujet de Monsieur Charles Jacoby, actuellement retenu par l'Organisation des Nations-Unies à Léopoldville.

L'Ambassade transmet ci-après les informations reçues du Ministère belge de la Défense Nationale et qui pourront être versées au dossier de l'intéressé :

Monsieur Jacoby est entré en qualité de milicien au service de l'Armée belge le 16 septembre 1929; il a été admis à la pension en qualité d'adjudant le 15 janvier 1958. Entre ces deux dates, l'intéressé n'a jamais quitté le service de l'Armée. Une attestation du Gouvernement belge sera remise incessamment à l'O.N.U.

L'Ambassade de Belgique saisit cette occasion de renouveler à l'Organisation des Nations-Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.

Organisation des Nations-Unies,  
Building Royal  
Léopoldville.





2/1/62

RECU DE L'ONU UN PLI ADRESSE A M L'Ambassade de Belgique

---

Léopoldville, le 3 janvier 62

à 13h30 heures

*Honder*



Answered 2 Jan. 62



AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

2808

Léopoldville, le 29.XII.1961

L'Ambassade de Belgique présente ses compliments à l'Organisation des Nations-Unies au Congo et a l'honneur de lui soumettre une série de dossiers, relatifs à l'indemnisation de ressortissants belges ayant subi au Congo des dommages causés par les Services et Agents des Nations-Unies.

D'après les renseignements recueillis par la délégation belge auprès des Nations-Unies à New-York, un service spécial, officiellement appelé "Service du Contentieux et des Réclamations", actuellement établi à Léopoldville, est chargé d'examiner pareilles demandes d'indemnisation, pour les faits survenus au Congo. L'ONUC s'inspirerait, toujours d'après les mêmes renseignements, de la jurisprudence établie en cette matière pour les activités de l'ONU au Liban, en Egypte et aux Etats-Unis.

Une commission de réclamation connue sous le nom de "Compensation Board", aurait également été établie pour l'examen des plaintes et requêtes.

L'Ambassade se félicite de l'existence de ces organes à Léopoldville et espère que des solutions amiables seront recherchées plutôt que d'envisager un recours à l'arbitrage ou à une procédure devant les Tribunaux congolais.

L'Organisation des Nations-Unies voudra bien trouver en annexe, la liste des dossiers introduits par la présente note.

Organisation des Nations-Unies  
au Congo  
Building Royal  
Léopoldville



L'Ambassade assure l'Organisation des Nations-Unies de son entière collaboration pour le règlement de ces différents litiges et saisit cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.





632

RECU DE L'ONU UN PLI ADRESSE A M E. Longerstaey

Chargé d'Affaires a.i. , Bmbassade de Belgique

Léopoldville, le 28<sup>9</sup> décembre 1961

à 10h30 heures



H. L. Hevea

# 365



le 28 décembre 1961

Monsieur le Chargé d'Affaires,

C'est avec beaucoup de plaisir que je viens de recevoir votre lettre du 27 décembre m'annonçant la réouverture de l'Ambassade de Belgique à Léopoldville à la suite de la reprise des relations diplomatiques entre la Belgique et la République du Congo.

Je me réjouis aussi d'apprendre qu'à partir d'aujourd'hui vous assumez les fonctions de Chargé d'Affaires a.i.

Je partage entièrement votre conviction que la normalisation des rapports belgo-congolais permettra d'entretenir des relations fréquentes et confiantes entre l'Ambassade de Belgique et l'Organisation des Nations Unies au Congo.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

S. Linnér  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies  
au Congo

Monsieur E. Longerstaeck  
Chargé d'Affaires a.i.  
Ambassade de Belgique  
Léopoldville





AMBASSADE  
DE  
BELGIQUE

Léopoldville, le 27 décembre 1961.

Monsieur le Représentant Spécial,

J'ai l'honneur de vous annoncer la réouverture de l'Ambassade de Belgique à Léopoldville, suite à la reprise des relations diplomatiques entre mon pays et la République du Congo.

J'assume, à partir de ce jour, les fonctions de Chargé d'Affaires a.i.

Je suis persuadé que la normalisation des rapports belgo-congolais permettra à l'Ambassade de Belgique d'entretenir des relations fréquentes et confiantes avec l'Organisation des Nations-Unies au Congo. *Formule de politesse.*

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*E. Longerstaey*  
E. LONGERSTAHEY.

A Monsieur S. LINNER  
Représentant Spécial du Secrétaire Général,  
Nations-Unies  
Léopoldville.